



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION  
DES MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II  
AU TITRE DE LA GESTION 2011

MINISTERE DE LA FAMILLE ET DES ORGANISATIONS FEMININES  
(MFOF)

RAPPORT FINAL

JUIN 2013

PRESENTE PAR  
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc  
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche  
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02  
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin  
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty  
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97  
E-mail [sspm@sspm.sn](mailto:sspm@sspm.sn)

## TABLE DES MATIERES

<b>I. SYNTHÈSE DE NOS TRAVAUX .....</b>	<b>5</b>
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS .....	5
1.2. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT .....	6
1.2.1. Echantillon .....	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés .....	7
1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière.....	8
1.2.4. Constats relatifs à l'exécution physique .....	8
1.3. RECOMMANDATIONS .....	8
<b>II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION .....</b>	<b>9</b>
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	9
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	9
<b>III. SÉLECTION DES MARCHES A AUDITER .....</b>	<b>12</b>
<b>IV. MÉTHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES .....</b>	<b>13</b>
4.1. ÉTAPES DE LA MISSION .....	13
4.2. ACTIVITÉS PRÉALABLES AU DÉMARRAGE DE LA MISSION .....	13
4.2.1. La Préparation de la mission .....	13
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	15
4.3. REVUE DES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	15
4.4. AUDIT DE L'EXÉCUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	17
4.5. CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DE LA REVUE .....	17
4.6. SYNTHÈSE DES CONSTATS ET APPRÉCIATION DES TENDANCES GÉNÉRALES .....	18
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE.....	19
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	19
<b>V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE.....</b>	<b>20</b>
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE.....	20
5.2. LES ORGANES CHARGÉS DE LA PASSATION DES MARCHES.....	22
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	22
5.2.2. La Commission des Marchés .....	22
5.3. LES ORGANES DE CONTRÔLE ET DE RÉGULATION .....	23
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP) .....	23
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) .....	23
5.4. MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LE DÉCRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	23
<b>VI. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES ORGANISATIONS FÉMININES.....</b>	<b>24</b>
6.1. LE DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DU MTTTFAT .....	25
6.1.1. La Commission des Marchés (CM) .....	25
6.1.2. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	26
6.1.3. Plan de Passation des Marchés (PPM) .....	26
6.1.4. L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) .....	26
<b>VII. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXÉCUTION DES MARCHES.....</b>	<b>26</b>
7.1. AUDIT DES PROCÉDURES .....	28
7.1.1. Les marchés passés par DRP .....	28
7.1.2. Les marchés passés par appel d'offres .....	42
7.2. AUDIT DE L'EXÉCUTION FINANCIÈRE.....	48

7.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier.....	48
7.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière.....	48
7.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	49
7.3.1. Vérification de l'existence physique des acquisitions .....	49
<b>VIII. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>49</b>
8.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....	49
8.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES .....	50
8.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP .....	50
8.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DEFINITIVE.....	50
8.5. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENTS DU MFOF EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES.....	50
8.6. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE .....	50
<b>IX. ANNEXE : LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE.....</b>	<b>51</b>

## SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MFOF	Ministère de la Famille et des Organisations Féminines
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
PVR	Procès-Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## I. SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par le Ministère de la Famille et des Organisations Féminines (MFOF), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne le MFOF, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

### *1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics*

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics du MFOF se présentent comme suit :

- **Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

La Commission des marchés et la Cellule de passation des Marchés ont été mises en place durant l'exercice budgétaire 2011, conformément aux articles 35 et suivants du Code des Marchés publics.

- **Rapport annuel sur les marchés**

Le Rapport annuel sur les marchés publics 2011 que la Cellule de Passation des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2011, conformément à l'article 143 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics, n'a pas également été produit.

- **Plan de passation des marchés (PPM) et Avis général de Passation des Marchés (AGM)**

Au titre de l'année 2011, le MFOF a établi un Plan de Passation des Marchés et publié un Avis général de Passation des Marchés.

## *1.2. Constats relatifs à l'audit*

### **1.2.1. Echantillon**

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés publics. A ce propos, nous avons constaté que les acquisitions effectuées au titre de la gestion 2011 ont été passées par DRP (100 459 579 F CFA TTC) et par appel d'offres (474.009.000 F CFA TTC) soit pour un montant global de 574 468 579 FCFA TTC. Il convient cependant de noter que le marché relatif à l'acquisition de 500 moulins à mil n'est pas encore exécuté depuis sa notification pour défaut de financement, à la suite d'une ponction opérée par le Ministère de l'Economie et des Finances sur les crédits du MFOF. Le report de crédit sollicité alors par ce dernier vient d'être accordé et il est possible que ce marché soit exécuté avec plus d'un an de retard.

Par ailleurs, les données du SIGFIP que nous avons reçues ne nous semblent pas comporter tous les marchés devant faire l'objet de revue.

**Rappel des seuils applicables au MFOF en vertu de l'Arrêté 1 n°1 580 du 28 décembre 2007**

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

**1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés**

Les violations constatées sur les marchés vérifiés et passés par la procédure de DRP et par AO portent sur :

- Le non-respect de l'article 53 relatif aux seuils de passation des marchés ayant entraîné plusieurs cas de fractionnement sur Cinq marchés de fourniture de bureau et consommables informatiques et trois marchés de services de transport et de manutention comme le montre le tableau récapitulatif des DRP;
- L'absence de dossiers de consultation dont le contenu est conforme aux exigences de l'article 78 du CMP ;
- la non publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 pour tous les marchés;
- la non publication des avis d'attribution définitive dans le cadre des marchés passés par AO ;
- la non élaboration du rapport annuel de la CM (article 143 du CMP),

Par ailleurs,

- les spécifications techniques ne sont pas bien précises dans les dossiers de consultation, ce qui ne facilite pas la comparaison des offres sur la base de critères autres que le prix.
- L'archivage et le classement sont à améliorer du fait de la dispersion de la documentation sur les marchés ; il y a lieu de centraliser le classement de tous les dossiers au sein de la CPM.
- Les acteurs de la passation des marchés du MFOF ne maîtrisent pas correctement les procédures de passation des marchés.

### **1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière**

Le Service de l'Administration Générale et de l'équipement (SAGE) a établi les demandes de paiement en y adjoignant les pièces justificatives et a transmis aux services du Trésor pour paiement. La mission n'a pas relevé d'anomalies majeures lors des contrôles.

### **1.2.4. Constats relatifs à l'exécution physique**

Il a permis de constater que les acquisitions sont effectives pour ce qui du photocopieur visible dans le bureau du comptable matière et des véhicules 4X4 disponibles en pool au niveau du ministère.

Concernant les fournitures de bureau et consommables informatiques, la vérification a été difficile à cause de l'importante quantité disponible en stock et de l'exiguïté du magasin des stocks.

## ***1.3. Recommandations***

A l'issue des constats relevés dans le présent rapport, les recommandations suivantes ont été formulées:

- renforcer les capacités des membres de la Cellule de Passation des Marchés pour une meilleure maîtrise de la procédure de DRP, dans la mesure où des faiblesses existent toujours malgré les formations reçues ;
- .respecter le délai de convocation des membres de la CM ;
- Proscrire le fractionnement des marchés en respectant les seuils de passation des marchés conformément à l'article 53 du CMP,
- mieux préciser les spécifications techniques dans les dossiers de DRP ;
- Communiquer à la DCMP pour publication dans le portail des marchés publics les résultats des DRP conformément aux dispositions de l'alinéa 3 b de l'article 78 du CMP ;
- Publier les avis d'attribution définitive des marchés publics dans un journal de grande diffusion ;
- former et sensibiliser tout le personnel du MFOF intervenant sur la chaîne de passation des marchés aux procédures du nouveau Code des Marchés publics,
- mettre en place toute la documentation sur les marchés depuis l'élaboration du budget jusqu'à l'exécution définitive du marché au niveau de la nouvelle CPM.



## II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

### 2.1. Contexte de la mission

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

### 2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des

dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;

- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.
-

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

### III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

## IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

### *4.1. Etapes de la mission*

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

### *4.2. Activités préalables au démarrage de la mission*

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

#### **4.2.1. La Préparation de la mission**

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements,

cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.

- Une lettre (*n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012*) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (*n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013*) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

#### **4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège**

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

#### ***4.3. Revue des procédures de passation des marchés***

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.



Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments



constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

#### *4.4. Audit de l'exécution physique des marchés*

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc..., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

#### *4.5. Contrôle de la qualité de la revue*

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

#### *4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales*

Pour chaque structure audité, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des

traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur

- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
  - une aide à la décision/ expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

#### *4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe*

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges sur la base des décisions de l'ARMP recensées concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

#### *4.8. Restitution des rapports*

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

## V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

### *5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire*

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;

- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d’Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l’Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l’article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l’article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n’est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l’article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l’article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l’article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l’article 45-e du CMP fixant le modèle d’engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l’article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l’article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

## ***5.2. Les organes chargés de la passation des marchés***

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

### **5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### **5.2.2. La Commission des Marchés**

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

### ***5.3. Les organes de contrôle et de régulation***

Le Décret n°2007-545 / MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

#### **5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)**

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

#### **5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)**

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### ***5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics***

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

## **VI. PRESENTATION DU MINISTERE DE LA FAMILLE ET DES ORGANISATIONS FEMININES**

Le Décret n° 2011-634 du 17 mai 2009 fixant la composition du Gouvernement a consacré la création du Ministère de la Famille et des Organisations Féminines (MFOF).



Le MFOF se présente comme suit :

### **1- Cabinet et services rattachés**

- Inspection interne ;
- Cellule d'Information, de Communication et de Documentation ;
- Commissariat à la Sécurité alimentaire ;
- Cellule de Suivi des Programmes de Lutte contre la Pauvreté.

### **2- Directions**

- Direction de la Famille ;
- Direction des Stratégies de Développement social ;
- Direction du Développement communautaire ;
- Direction des Organisations féminines ;
- Direction de l'Administration générale et de l'Équipement.

### **3- Autres administrations**

- Centre national d'Assistance et de Formation pour les Femmes (CENAF) ;
- Centre d'Accueil, d'Information et d'Orientation pour les enfants en situation difficile (Ginddi).

#### ***6.1. Le dispositif des marchés publics au sein du MTTTFAT***

##### **6.1.1. La Commission des Marchés (CM)**

La CM a été mise en place par arrêté du Ministre n°000980/MFOF/DAGE/psn du 26 janvier 2011. Elle comprend 04 membres avec des suppléants ; tous ont signé la charte de transparence et d'éthique (CTE). Le coordonnateur de la CPM est désigné parmi les membres de la CM, alors que ces fonctions sont incompatibles.

L'un des suppléants est aujourd'hui le coordinateur de la CPM et c'est avec lui que la mission a eu à collecter les informations et la documentation relatives aux marchés passés en 2011 par l'ancien ministère.

Il faut noter cependant que tous les membres de la CM, malgré les formations reçues en marchés publics et au vu du déroulement des procédures de passation des marchés, ont encore besoin de renforcement de capacités en la matière. Il importe de continuer à suivre les formations avec l'ARMP ou de les organiser en interne.

**6.1.2. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)**

La CPM a été mise en place par arrêté du Ministre n°000980/MFOF/DAGEE/psn du 26 janvier 2011 et comprend deux personnes dont la coordonnatrice de la cellule.

Les documents de marchés ont été conservés jusqu'à présent au niveau de la CPM à l'exception des données financières sur les paiements que la mission a recueillis au niveau du COF.

**6.1.3. Plan de Passation des Marchés (PPM)**

Le PPM a été élaboré et publié sur le site des marchés publics. Il ne comprend pas l'ensemble des marchés vérifiés. Un fractionnement a été noté sur les fournitures de bureau pour un montant cumulé de 16.440.865 FCFA TTC. Il en est de même pour les 3 marchés de services de manutention et de transports dont le montant cumulé est de 20 390 000 FCFA TTC qui auraient dû faire l'objet d'un appel d'offres

Il faut noter également, que ces marchés auraient pu être intégrés, à l'appel d'offres relatif à l'acquisition de fournitures de bureau, de matériel et de consommables informatiques au lieu de faire l'objet de fractionnement interdit. Cette situation relève soit d'un manque de maîtrise des procédures de DRP soit d'une volonté de contournement des règles de concurrence.

**6.1.4. L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM)**

L'AGPM a été élaboré et publié dans le journal quotidien « Le SOLEIL » du 15 janvier 2011. Les mentions requises y figurent.

**VII. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

*Les marchés passés par DRP par la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipeement (DAGE) durant l'exercice 2011 et objet de la présente revue.*

Les tableaux ci-dessous donnent un résumé de la situation des marchés passés par DRP et AO durant l'exercice 2011:

**TABLEAU RECAPITULATIF DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (D.R.P)**

N°	INTITULE	BENEFICIAIRE	MONTANT
1	achat de photocopieur noir et blanc	MAFOPRES	1 500 000
2	achat fournitures de bureau	FATOU NDIAYE	4 993 760
3	consommables informatiques	IFF SARL	2 619 600

	(encre)		
4	consommables informatiques	GEDIF	4 867 500
5	achat paquets de DVD	JOKKO DISTRIBUTION	1 457 300
6	achat de fournitures de bureau	JOKKO DISTRIBUTION	1 002 705
7	Atelier de formation sur les indicateurs et sur le système de suivi évaluation	GIE TAYSSIROUL AZIR	8 719 200
8	formation en informatique pour le personnel	GALAXIE MULTISERVICES	14 997 800
9	manutention et distribution de vivre à Médina Gounass et à Porokhane	ETS LINGUERE NGOUILLE FAMA	4 650 000
10	chargement, manutention et transport de riz Dakar à Matam et de Dakar à Ziguinchor	STE MBACKE ET FRERE	7 929 600
11	chargement, manutention et transport de riz à Matam et à Kaolack	ETS HANN ET FRERE	7 811 000
	TOTAL DRP VERIFIES	48,33%	48 550 579
	TOTAL DRP EXERCICE 2011		100 459 579

**TABLEAU RECAPITULATIF DES APPELS D'OFFRES :**

	TITRES DES MARCHES	TITULAIRES DES MARCHES	MONTANTS (FCFA TTC)
1	fournitures de bureau, d'équipement et de consommables informatiques	OUMOU INFORMATIQUE	14.809.000
2	acquisition de quatre véhicules 4X4	SERA	59.200.000
3	Fourniture de 500 moulins à mil diésel	TSE	400.000.000
	<b>TOTAL APPELS D'OFFRES</b>		<b>474.009.000</b>

La DAGE du MFOF a passé au total 16 DRP et trois marchés par AO. La vérification a porté sur 11 marchés passés par DRP et 03 par AO. Sur les cinq DRP qui restent, les quatre portent sur l'organisation de cérémonies et de réception et l'une sur un atelier de formation en informatique.

Les fractionnements suivant ont été notés sur les marchés vérifiés:

- Cinq marchés passés par l'AC portent sur des fournitures de matériel de bureau et consommables informatiques pour un montant de 16.440.865FCFA TTC, supérieur au seuil de passation par AO des marchés de fournitures. Cette procédure qui relève d'un fractionnement, a été conduite en violations des règles de concurrence édictées par le CMP ;
- Trois marchés de services de transport et de manutention pour un montant total de 20390 600FCFA TTC, supérieur au seuil de passation par AO des marchés de fournitures ; il en découle ainsi un fractionnement, donc une violation du CMP.

### *7.1 Audit des procédures*

#### **7.1.1. Les marchés passés par DRP**

##### **1) Marché de fournitures de consommables informatiques pour un montant de 2 619 600 FCFA TTC attribué à IFF SARL.**

Ce marché est **inscrit sur le PPM** et fait l'objet de fractionnement avec d'autres acquisitions de même nature.

Cinq fournisseurs ont été invités par lettre n°426/MFOF/DAGE/fa du 04/10/2011 adressée à 5 candidats qui ont déchargé sur une copie de la lettre mais les dates de réception n'y sont pas mentionnées.

Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont les suivants :

SOUSSIONNAIRES	ADRESSE	NINEA	REGISTRE DE COMMERCE	TELEPHONE
<b>SOUMBAR EXPRESSE SERVICE</b>	2720 HLM NIMZATH DAKAR	04987921 C1	SN DKR 2004- M-4085	776509794

<b>MENDA SERVICE</b>	LIBERTE 6 DAKAR	25579842 R1	2106A1147	-
<b>ESPACE GLOBAL</b>	129, RUE MOUSSE DIOP	01281092A1	-	228219531
<b>GIE DIAGARAF</b>	-	02323302R6	SN-DKR 97B2205	776329711
<b>IFF SARL</b>	926 SICAP BAOBAB	23106392R2	148056-B- 2003	-

Les offres des candidats sont archivées.

Le PV n°006 du 24 février 2011 a été signé par les membres de la CM. A l'issue de cette rencontre le moins disant des soumissionnaires a été désigné attributaire.

Le bon de commande n'a pas été fourni dans la documentation. Il a été établi un PV de réception n° 002/11 du 21/04/2011 signé par trois membres dont le DAGE, le comptable matière et le gestionnaire.

Les fournitures ont été entrées en stock et ont fait l'objet de bon d'entrée n°04/11 du 22/04/2011.

Pour les besoins de son paiement le fournisseur a fait parvenir à la DAGE/MFOF sa facture définitive n°125/2011. Le Trésor a effectué le paiement.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante du fait du fractionnement constaté.*

- 2) Le Marché fournitures de bureau pour un montant de 4 993 760FCFA TTC attribué à FATOU NDIAYE**

Le présent marché a fait l'objet **d'inscription sur le PPM** et fait l'objet de fractionnement comme le montre le tableau récapitulatif des DRP ci-dessus.

Il n'y a pas eu de dossier de consultation. Les lettres d'invitation ont été adressées à cinq candidats le 21 février 2011 et réceptionnées par ces derniers. La date de réception n'y est pas mentionnée, ce qui ne permet de certifier que les lettres ont été remises simultanément, conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

Les offres des soumissionnaires remises à la mission n'étaient composées que des factures pro forma qui tiennent lieu de proposition financière. Les quatre fournisseurs consultés par l'autorité contractante sont listés ci-après :

<b>SOUMISSIONNAIRES</b>	<b>ADRESSE</b>	<b>NINEA</b>	<b>REGISTRE DE COMMERCE</b>	<b>TELEPHONE</b>
<b>FATOU NDIAYE</b>	RUE 14 VILLA 215, BOPP	02061952 C1	91 A 1513	-
<b>ETS GALLAS ET ENFANTS</b>	HLM1 N°390	21271832C	1353-2002	-
<b>PAPETERIE LE SALOUM</b>	RUE 10x18 MEDINA	-	SN DKR 2007A 14487	33842 9781
<b>MOUHAMATH Drame</b>	MARCHE TILENE CANTINE B1811	29103482C1	SN DKR 2006 A 4574	775428681

Un PV d'ouverture des plis a été établi le 28 février 2011 et le moins disant a été désigné comme attributaire. Il n'y a pas eu d'analyse comparative sur les spécifications des offres des candidats. Aucun document n'a été fourni pour montrer que les candidats non retenus ont été informés.

Contrairement aux recommandations de l'article 78 (alinéa 3 b), les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics.

Le contrat n°27/MFOFPE/DAGE du 13 mai 2011 a été signé entre le prestataire et le DAGE. Il n'a pas été enregistré au niveau des services des impôts.

Le PV de réception a été établi le 17/06/ 2011 et signé par le comptable matière, le gestionnaire et le DAGE. Les fournitures ont été entrées en stock et ont fait l'objet de bon d'entrée n°17/11 du 19/06/2011.

Concernant le règlement du marché, une facture définitive n°012/11 du 17/06/2011 a été déposée par le fournisseur. Le règlement a été effectué par le Trésor.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante du fait du fractionnement, des autres violations et insuffisances notées sur le déroulement du processus de consultation.*

### **3) Marché de fourniture de consommable informatique pour un montant de 4 867 500 FCFA TTC attribué à GEDIF.**

Le présent marché a fait l'objet d'inscription sur le PPM mais a fait l'objet de fractionnement comme le montre le tableau récapitulatif des DRP ci-dessus.

Il n'y a pas eu de dossier de consultation et la lettre d'invitation n'a pas été fournie.

Les offres des soumissionnaires remises à la mission n'étaient composées que des factures pro-forma comprenant leur proposition financière. Quatre fournisseurs parmi les cinq consultés ont déposé une offre ; ils sont listés dans le tableau suivant :

SOUSSIONNAIRES	ADRESSE	NINEA	REGISTRE DE COMMERCE	TELEPHONE
GEDIF	CENTRE COMMERCIAL LES 4 C AVENUE MALICK SY	00628022D1	SN DKR 2007- A62784	776514796
NABI MOUHAMETH PRESTIGE	CENTRE COMMERCIAL LES 4C	22219192R1	2002A-6750	775550112
EXPRESS	PIKINE ROUTE DES NIAYES PLLE : 7866	30022772B1	SN DKR 2008- A-8419	338373637
ETS ADJA FA	CITE FADIA XPHARMACIE NDIGALA	25667512D1	SN DKR 2005- A-4013	775211748

Le PV d'ouverture des plis a été établi le 05 avril 2011 et le moins disant a été désigné comme attributaire. Il n'y a pas eu d'analyse comparative sur la base des spécifications des offres des candidats. Aucun document n'a été fourni pour montrer que les candidats non retenus ont été informés.

Contrairement aux recommandations de l'article 78 (alinéa 3 b) les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics.

Le contrat n°38/MFOFPE/DAGE non daté a été signé entre le prestataire et le DAGE. Il a été également enregistré au niveau des services des impôts.

Le PV de réception a été établi le 10/10/ 2011 et signé par le comptable matière et le DAGE. Les fournitures ont été entrées en stock et ont fait l'objet de bon d'entrée n°32/11 du 19/10/2011.

Concernant le règlement du marché, une facture définitive n°0001 du 10/10/2011 a été déposée par le fournisseur. Le règlement a été effectué par le Trésor.

#### Conclusions :

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante du fait du fractionnement, des autres violations et insuffisances notées sur le déroulement du processus de consultation.*

#### **4) Marché de fournitures de bureau pour un montant de 1 002 705 FCFA TTC attribué à JOKKO DISTRIBUTION**

Ce marché est inscrit sur le PPM mais a fait l'objet de fractionnement avec d'autres acquisitions de même nature.

Cinq fournisseurs ont été invités par lettre n°426/MFOF/DAGE/fa du 04/10/2011 ; ces derniers ont déchargé sur une copie de la lettre mais les dates de réception n'y sont pas mentionnées.

Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont les suivants :

SOUSSIONNAIRES	ADRESSE	NINEA	REGISTRE DE COMMERCE	TELEPHONE
MAMIE DISTRIBUTION	CITE CASTOR DAKAR	02952472C1	98-A-7723	-
JOKKO DISTRIBUTION	59, RUE KLEBER	20501282A1	98-A-6735	-



	DAKAR			
<b>SREVEX SENEGAL</b>	CITE ICOTAF	24711342 D1	2010-A-17041	775445629
<b>MC TRADE LINK INTERNATIONAL</b>	SCAT URBAM VILLA N : 1141	2641761	SN DKR-2006- B-3758	774416362

L'ouverture des plis a eu lieu, selon le procès-verbal n° 0085 du 10/10/ 2011, ce même jour à 10H.

Le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le Comptable matière. A l'issue de cette rencontre le moins disant des soumissionnaires a été désigné attributaire.

Le Bon de commande n'a pas été fourni dans la documentation. Il a été établi un PV de réception technique n° 42/11 du 28/10/2011 signé par trois membres dont le DAGE, le comptable matière et le gestionnaire.

Les fournitures ont été entrées en stock et ont fait l'objet de bon d'entrée n°37/11 du 17/11/2011.

Pour les besoins de son paiement le fournisseur a fait parvenir à la DAGE/MFOF sa facture définitive n°035/2011. Le Trésor a effectué le paiement.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante du fait du fractionnement constaté.*

#### **5) Marché de fourniture de DVD pour un montant de 1 457 300 FCFA TTC attribué à JOKKO DISTRIBUTION.**

Ce marché est inscrit sur le PPM et fait l'objet de fractionnement avec d'autres acquisitions de même nature.

Cinq fournisseurs ont été invités par lettre individuelle du 23 septembre 2011 ; ces derniers ont déchargé sur une copie de la lettre mais les dates de réception n'y sont pas mentionnées. Ce qui ne permet pas de certifier que les lettres ont été remises simultanément conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont listés dans le tableau suivant :

SOUSSIONNAIRES	ADRESSE	NINEA	REGISTRE DE COMMERCE	TELEPHONE
JOKKO DISTRIBUTION	59, RUE KLEBER DAKAR	20501282 A1	98A6735	NEANT
MAGOU ENTREPRISE	Quartier Guinaw Rail	20995562 D1	2004 A 141	NEANT
MAMIE DISTRIBUTION	Cité Castor	02952472	98 A 7723	NEANT
MCTLI SARL	SCAT URBAM, villa H41	2641761 2R2	2006 B 3758	77 441 63 62
NIAYE IMPORT EXPORT	Keur MBAYE FALL, km 18 Dakar	2068973 2D	2005 A 1581	77 648 04 00

Les offres des candidats sont archivées.

Le PV n°81 du 30 septembre 2011 a été signé par les membres de la CM. A l'issue de cette rencontre le moins disant des soumissionnaires a été désigné attributaire.

Le bon de commande n'a pas été fourni dans la documentation. Il a été établi un PV de réception n° 41/11 du 28/10/2011 signé par trois membres dont le DAGE, le comptable matière et le gestionnaire.

Les fournitures ont été entrées en stock et ont fait l'objet de bon d'entrée n°83/11 du 18/11/2011.

Pour les besoins de son paiement le fournisseur a fait parvenir à la DAGE/MFOFPE sa facture définitive n°037/2011. Le Trésor a effectué le paiement.

### Conclusions :

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante du fait du fractionnement constaté.*

### **6) Marché fourniture de copieur CANON IR 2318 pour un montant de 1 500 000 FCFA TTC attribué à MAFOPRES**

Ce marché est inscrit sur le PPM mais a fait l'objet de fractionnement avec d'autres acquisitions de même nature.

Cinq candidats ont été invités à soumissionner d'après le PV d'ouverture des plis. Les lettres d'invitation n'ont pas été fournies à la mission. La marque CANON a été visée dans la consultation, en violation des dispositions du CMP.

Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont listés ci-après :

SOUMISSIONNAIRES	ADRESSE	NINEA	REGISTRE DE COMMERCE	TELEPHONE
MAFOPRES	SHOW ROOM IMMEUBLE 74D FASS-DAKAR	22658842B2	170-84A	33 822 13 61
BES	RUE DR THEZE	21115580 C1	2002 A 213	658 38 54
DJOLOF ETABLISSEMENT	FASS PAILLOTE Immeuble 65, rue 34	0051764 2 B1	2002 A 8686	822 30 30
ANTA DISTRBUTION	MEDINA, rue 23x6x8	25354772 2 B1	2005 A 3088	507 87 48
PAPETERIE DE L'OCCIDENT	MEDINA	0246282 2B1	84 A 170	827 21 16

Les offres des candidats sont archivées.

Le PV n°0074 du 01 septembre 2011 mentionne que l'ouverture des plis a eu lieu ce même jour et a été signé par les membres de la CM. A l'issue de cette rencontre le moins disant des soumissionnaires a été désigné attributaire.

Le bon de commande n'a pas été fourni dans la documentation. Il a été établi un PV de réception n° 044/11 du 28/11/2011 signé par trois membres dont le DAGE, le comptable matière et le gestionnaire.

Les fournitures ont été entrées en stock et ont fait l'objet de bon d'entrée n°41/11 du 01/12/2011.

Pour les besoins de son paiement le fournisseur a fait parvenir à la DAGE/MFOF sa facture définitive n°201126. Le Trésor a effectué le paiement.

**Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante du fait du fractionnement constaté.*

**7) Marché de manutention, chargement, déplacement et transport sur route au site de déchargement de riz pour un montant de 7 811 000 FCFA TTC attribué à ETS HANN ET FRERES**

Il est financé sur le budget du MFOF et ne figure pas sur le PPM. Il fait l'objet de fractionnement comme l'illustre le tableau récapitulatif des DRP ci-dessus.

Cinq fournisseurs ont été invités à soumissionner. Les lettres d'invitation n'ont pas été fournies. Ce qui ne permet pas de confirmer qu'elles ont été remises à leurs destinataires. Aucun dossier n'a été élaboré pour cette DRP.

Les soumissionnaires n'ont remis que des factures proforma tenant lieu de proposition financière.

Les prestataires qui ont déposé des offres sont listés ci-après :

SOUSSIONNAIRES	ADRESSE	NINEA	REGISTRE DE COMMERCE	TELEPHONE
GIE MAME DIARRA BOUSSO	SICAP LIBERTE 5 N : 545	00938420HD	-	338258019
GIE DAROU SALAM	LIBERTE 6 VILLA N: 664	22108812C	-	338243210
GIE RIMEX DANGOU	NORD RUFISQUE	54212596L	A9201080D	338370066
ETS HANN ET FRERES	N : 1002, NIARRY TALLY	01255512C1	A5882	338343075
SOSEN AFRIMEX	PIKINE ICOTAF PLLE N : 0721	0042337220CH	83/B/186	338340721

A l'ouverture des plis qui a eu lieu le 05 avril 2011, 5 offres ont été reçues et analysées par la CM. Le moins disant a été désigné attributaire. La documentation concernant l'information des candidats non retenus n'a pas été fournie. La publication de l'attribution n'a pas été faite sur le site des marchés publics.

Le contrat entre l'AC et le prestataire a été établi sous le numéro 0036. L'exemplaire fourni est signé par le DAGE seulement. Le délai d'exécution n'est pas précisé.

**Une carence documentaire est notée sur ce marché.**

Un PV de réception des prestations n'a pas été établi pour certifier que les travaux ont été effectués. Seuls ont été fournis, une facture certifiée par le DAGE et un certificat administratif signé par ce dernier. Le règlement du marché a été fait par le Trésor.

**Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été conforme en raison du défaut d'inscription dans le PPM et du fractionnement. Par ailleurs, l'absence de documents ne permet pas d'émettre une opinion sur certaines étapes de la procédure.*

**8) Marché chargement et déplacement sur site, décharge et manutention de riz pour un montant de 7 929 600 FCFA TTC attribué à la SOCIETE MBACKE ET FRERES.**

Il est financé sur le budget du MFOF et **ne figure pas** sur le PPM. Il fait l'objet de fractionnement comme l'illustre le tableau récapitulatif des DRP ci-dessus.

Cinq fournisseurs ont été invités à soumissionner. Les lettres d'invitation ne nous ont pas été présentées, ce qui ne permet pas de confirmer qu'elles ont été remises à leurs destinataires. Le dossier de consultation manque de consistance.

Les soumissionnaires n'ont remis que des factures pro forma tenant lieu de proposition financière.

Les prestataires qui ont déposé des offres sont les suivants :

SOUSSIONNAIRES	ADRESSE	NINEA	REGISTRE DE COMMERCE	TELEPHONE
SOCIETE MBACKE ET FRERES	28, RUE VALNY X NGALANDOU DIOUF	A02960052K2	-	338235302
GIE DAROU SALAM	LIBERTE 6 VILLA N: 664	22108812C	-	338243210

<b>GIE RIMEX DANGOU</b>	NORD RUFISQUE	54212596L	A9201080D	338370066
<b>ETS HANN ET FRERES</b>	N : 1002, NIARRY TALLY	01255512C1	A5882	338343075
<b>SOSEN AFRIMEX</b>	PIKINE ICOTAF PLLE N : 0721	0042337220CH	83/B/186	338340721

A l'ouverture des plis qui a eu lieu le 18 avril 2011, 5 offres ont été reçues et analysées par la CM. Le moins disant a été désigné attributaire. Les preuves relatives à l'information des candidats non retenus n'ont pas été fournies. La publication des résultats de la DRP n'a pas été faite sur le site des marchés publics.

Le contrat entre l'AC et le prestataire a été établi sous le numéro 0041. L'exemplaire fourni qui est une photocopie en couleur est signé par le DAGE seulement. Il a fait l'objet d'enregistrement le 28 juillet 2011. Le délai d'exécution n'est pas précisé.

#### **Une carence documentaire est notée sur ce marché.**

Un PV de réception des prestations n'a pas été établi pour certifier que les travaux ont été effectués. Seuls ont été fournis, une facture certifiée par le DAGE et un certificat administratif signé par ce dernier. Le règlement du marché a été fait par le Trésor.

#### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante du fait du fractionnement constaté et du défaut d'inscription dans le PPM. L'absence de documents n'a pas non plus permis d'émettre une opinion sur certaines étapes de la procédure.*

#### **9) Marché de manutention et distribution des vivres à Medina Gounass et Porokhane pour un montant de 4 650 000 FCFA TTC attribué à ETS LINGUERE NGOUILLE FAMA**

Il est financé sur le budget du MFOF et figure sur le PPM. Il fait l'objet de fractionnement conformément au tableau récapitulatif des DRP ci-dessus.

Cinq fournisseurs ont été invités à soumissionner. Les lettres d'invitation n'ont pas été fournies, ce qui ne permet pas de confirmer qu'elles ont été remises à leurs destinataires. Il n'y a pas de dossier de DRP.

Les soumissionnaires n'ont remis que des factures pro forma tenant lieu de proposition financière.

Les prestataires qui ont déposé des offres sont les suivants :

SOUSSIONNAIRES	ADRESSE	NINEA	REGISTRE DE COMMERCE	TELEPHONE
CCI	PARCELLES ASSAINIES U .20 N°36	29536612R1	SN DKR 2008-A-2573	772626284
BCI	PARCELLES ASSAINIES U 20 N°36	09751462R1	SN DKR - 200616970	774500444
ETS LINGUERE NGOUILLE FAMA	HANN LOT N : 7	03820862C1	2007-A-5754	775535459
NEGOCE INTERNATIONAL	HLM GUEDIAWAYE VILLA N : 12	03820862T1	99-A-4280	779731389
ACI SARL	5, BLD DU SUDX RUE61 POINT E	00545782C2 CC201926K	SN DKR 92-B-759	338259683

A l'ouverture des plis qui a eu lieu le 18 avril 2011, 5 offres ont été reçues et analysées par la CM. Le moins disant a été désigné attributaire. La documentation concernant l'information des candidats non retenus n'a pas été fournie. La publication des résultats de la DRP n'a pas été faite sur le site des marchés publics, comme l'exigent les dispositions de l'article 78 du CMP.

Le contrat entre l'AC et le prestataire a été établi sous le numéro 0016 du 28 avril 2011. L'exemplaire fourni est signé par le DAGE seulement. Il n'a pas fait l'objet d'enregistrement. Le délai d'exécution n'est pas précisé.

#### **Une carence documentaire est notée sur ce marché.**

Un PV de réception des prestations n'a pas été établi pour certifier que ces dernières ont été effectuées. Seuls ont été fournis, une facture certifiée le 15 juin 2011 par le DAGE et un certificat administratif signé par ce dernier le même jour. Le règlement du marché a été effectué par le Trésor.

#### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante du fait du fractionnement constaté et du défaut d'inscription*

*du marché sur le PPM. L'absence de documents n'a pas non plus permis d'émettre une opinion sur certaines étapes de la procédure. .*

**10) MARCHE de services pour la confection de tee-shirts, banderoles et dépliants pour un MONTANT de 2 999 914 FCFA TTC attribué à GENERALE DE FOURNITURE ET DE BATIMENT (GFB)**

Il est financé sur le budget du MFOF et figure sur le PPM. Il ne fait pas l'objet de fractionnement.

Cinq fournisseurs ont été invités à soumissionner, mais aucune documentation sur le mode de consultation. Pour le dépôt des offres ils ont remis des factures pro forma comprenant leur proposition financière. Les prestataires qui ont déposé des offres sont les suivants :

SOUSSIONNAIRES	ADRESSE	NINEA	REGISTRE DE COMMERCE	TELEPHONE
GENERAL E DE FOURNITURE ET DE BATIMENT	77, GILBRATAR – DAKAR	2434596 2B1	2004-M-15382	776498118
SOUBAR EXPRESS SERVICE	HLM NIMZATH	0498	2004-M-4089	776509794
EGCB	RUE 29X22 MEDINA	0238495 2B1	2007-M-1564	338435055
ETS SOULEYMANE BA	-	0176596 2B1	2005-8834	776385851
ESPACE GLOBAL	129,RUE MOUSSE DIOP (EX-BLANCHOT)	0128109 2A1	-	338219531

A l'ouverture des plis qui a eu lieu le 24 février 2011, 5 offres ont été reçues et analysées par la CM. Le moins disant a été désigné attributaire. La documentation concernant l'information des candidats non retenus n'a pas été fournie. Il en est de même du bon de commande ou du contrat.

**Une carence documentaire est notée sur ce marché.**

Un PV de réception des prestations n'a pas été établi pour certifier que les travaux ont été effectués. Seuls ont été fournis, une facture certifiée le 20 juillet 2011 par le



DAGE et un certificat administratif signé par ce dernier le 26 avril 2011. Le règlement du marché a été fait par le Trésor.

### Conclusions :

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante du fait du fractionnement constaté. L'absence de documents n'a pas non plus permis d'émettre une opinion sur certaines étapes de la procédure. .*

#### **11) Marche de service pour l'organisation de l'atelier de formulation des indicateurs et du système de suivi-évaluation du CDSMT du ministère pour un montant de 8 779 200 FCFA TTC**

Il est financé sur le budget du MFOF et figure sur le PPM. Il ne fait pas l'objet de fractionnement.

Cinq fournisseurs ont été invités à soumissionner. Les lettres d'invitation datées du 05 avril 2011 fixent le dépôt de offres au plus tard le huit avril 2011 à 14 heures. Elles ont été remises à leurs destinataires qui ont déchargé sans mettre la date de réception, ce qui ne permet pas de se prononcer sur la date de remise des lettres d'invitation.

Il n'y a pas de dossier de DRP pour une meilleure précision du contenu des prestations.

Les soumissionnaires n'ont remis que des factures pro forma tenant lieu de proposition financière.

Les prestataires qui ont déposé des offres sont les suivants :

SOUSSIONNAIRES	ADRESSE	NINEA	REGISTRE DE COMMERCE	TELEPHONE
ETS GNIMA	BOPP, RUE 7 ; VILLA N : 171	0190520 2F1	SN DKR 2008 -10306	774362286
DIALAW IMPRESSION	22 RUE, MOUSSE DIOP (EX- BLANCHOT)	009302B1	2004 M 19468	338211753
EPICOM	735 GRAND DAKAR	0276312 2 C1	98 A 2149	338235272

TAISIROULLAZIR	67 ; RUE VINCENS DAKAR	4299675 2B6	SN DKR 2010- C-15528	775372630
COSMOS POLYTE	-	0355108 2R1	2003 M 0796	776331598

L'ouverture des plis s'est déroulé le 08 avril 2011 à 14 h à la DAGE, 5 offres ont été reçues et analysées par la CM. Le moins disant a été désigné attributaire. La documentation concernant l'information des candidats non retenus n'a pas été fournie. La publication de l'attribution n'a pas été faite sur le site des marchés publics.

Le contrat non daté entre l'AC et le prestataire a été établi sous le numéro 0039. L'exemplaire fourni est signé par le DAGE seulement. Il n'a pas fait l'objet d'enregistrement. Le délai d'exécution n'est pas précisé.

Un PV de réception des prestations n'a pas été établi pour certifier l'effectivité de ces dernières. La documentation y relative n'a pas été fournie ; aucune facture certifiée ni de certificat administratif n'ont été présentées.

**Une carence documentaire est notée sur ce marché.**

A partir de la collecte des données financières au Trésor, la mission a pu constater que le règlement du marché a été effectué sur les crédits ouverts pour le MFOF.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante. L'absence de documents n'a pas non plus permis d'émettre une opinion sur certaines étapes de la procédure.*

#### **7.1.2. Les marchés passés par appel d'offres**

En 2011, la DAGE/MFOF a passé trois marchés par appels d'offres relatifs à l'acquisition:

- de fournitures de bureau, d'équipement et de consommables informatiques;
- de fourniture et pose de pièces de rechange et réparation de véhicules;
- de fourniture de 500 moulin à mil diesel.

**1) Marché de fournitures de bureau, d'équipement et de consommables informatiques pour un montant de 14 809 000 FCFA TTC attribué à OUMOU INFORMATIQUE.**

Il comprend un lot unique de vingt-cinq ordinateurs, 25 imprimantes et 25 onduleurs.

L'appel d'offres est indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « LE SOLEIL » du 15 janvier 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses administratives générales, les Données particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché.

Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 30 jours comme l'indique l'AAO publié le 1<sup>er</sup> juillet 2011. L'ouverture des offres a eu lieu le 1<sup>er</sup> août 2011 à 10 heures et deux offres ont été reçues, celles des soumissionnaires OUMOU INFORMATIQUE et de DISMAT. Les offres sont archivées au niveau de la CPM.

Le rapport d'évaluation a été établi et présenté à la CM le 04 août /2011. L'attributaire désigné est qualifié et a présenté l'offre évaluée conforme et moins disant. L'attribution a fait l'objet de publication dans le journal « L'AS » du 06 septembre 2011.

Le rapport d'analyse a fait l'objet d'échanges de courriers entre la DCMP et l'AC. La DCMP a donné son Avis de Non Objection.

Le contrat a été souscrit le 18/11 2011 et approuvé par le Ministre d'Etat le même jour. Il a été immatriculé auprès de la DCMP et enregistré au niveau des services fiscaux compétents.

Les règlements ont été effectués par le Trésor après transmission des demandes de paiement par la DAGE.

Aucun recours ni litige n'a été relevé.

**Conclusion :**

*La procédure de passation et d'exécution des marchés peut être considérée comme globalement satisfaisante.*

**2) Marché F-1029/11/MFOF pour la fourniture de véhicule 4X4 pour un montant de 59.200.000 FCFA TTC et attribué à la Société d'Équipement et de Représentation Automobile(SERA). (Financement BCI, cf. attestation d'existence des crédits).**

L'appel d'offres n'est pas indiqué dans le PPM à la DAGE mais dans la partie Initiative nationale pour la Protection sociale (INPS) sous la mention « Achat matériel de transport service et fonction » pour un montant de 60.000.000 FCFA TTC. Comme l'autorité contractante est le MFOF, on peut considérer que le marché est inscrit sur le PPM. Sur l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « LE SOLEIL » du 14 janvier 2011 il y est fait mention d'acquisition de matériel roulant..

Par lettre n°686/MFOFPE/DAGE/psn du 01/04/2011, l'AC a sollicité auprès du Secrétaire Général du Gouvernement l'autorisation d'acquérir quatre véhicules 4X4 dans le cadre de l'Initiative nationale pour la protection des groupes vulnérables (INPS). L'avis favorable a été donné par lettre du 11 mai 2011.

Des échanges de courrier ont eu lieu entre la DCMP et l'AC pour la mise en forme du DAO.

L'Avis d'appel d'offres n°01/BCI/2011 a été publié le 1<sup>er</sup> juillet 2011 dans le journal « L'AS ». Le dépôt des offres a été fixé au 03 août 2011 donc à plus de 30 jours à partir la publication de l'AOO.

A l'ouverture des plis le 03 août 2011 à 10h, une seule offre a été reçue, celle de la SERA. Un comité technique d'évaluation a été mise en place et a procédé à l'analyse des offres qui a abouti au choix du seul soumissionnaire. Le rapport d'analyse a été envoyé à la DCMP pour ANO.

L'avis favorable de la DCMP sur le rapport d'analyse a été donné par lettre n° 3675/MEF/DCMP/40 du 01 août 2011. L'attribution a été faite le 8 août 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses administratives générales, les Données particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché. Le délai accordé pour le dépôt des offres est de plus 30 jours.

L'avis d'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal « L'AS » du 20 août 2011. L'avis d'attribution définitive n'a pas été fourni à la mission.

Le contrat a été souscrit le 26 septembre 2011 et approuvé par le Ministre d'Etat le même jour. Il a été notifié le 25 octobre 2011. Il a également fait l'objet d'enregistrement auprès des services fiscaux compétents.

Les règlements ont été effectués par le Trésor après transmission des demandes de paiement par la DAGE.

Aucun recours ni litige n'a été relevé.

### **Conclusion :**

*La procédure de passation et d'exécution des marchés peut être considérée comme globalement satisfaisante.*

#### **3) Marché F-1029/11/MFOF pour la fourniture de 500 moulins à mil diesel pour un montant de 400.000.000 FCFA TTC attribué à la TSE. (Financement BCI, cf. attestation d'existence des crédits).**

Au départ du lancement du processus en avril 2011, le marché n'était pas indiqué dans le PPM. C'est à la suite de l'envoi du DAO pour observations à la DCMP que celle-ci, dans les remarques qu'elle a eu à formuler dans sa lettre n°1605/MEF/DCMP/34, a demandé à la DAGE de corriger ce manquement. Ce qui n'a pas été fait et relevé dans la lettre 1949/MEF/DCMP/28 suite au deuxième envoi du DAO pour ANO à la DCMP. Il a été demandé une nouvelle fois dans ce courrier de procéder à l'inscription du marché dans le PPM. Ce qui a été fait et noté dans la lettre n°2923/MEF/DCMP/28 du 28 juin 2011 dans laquelle l'ANO a été donné pour la poursuite de la procédure.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché. Le délai accordé pour le dépôt des offres est conforme.

C'est ainsi que l'avis d'appel d'offre n°002/BCI, relatif à l'acquisition de 500 moulins, a pu être publié le lundi 4 juillet 2011 dans le journal « L'AS ». La date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis étaient fixées au vendredi 05 août 2011.

A l'ouverture des plis le 03 août 2011 à 10h, deux offres ont été reçues, celle de TSE et celle du groupement SOFICA/NEGODIS. Un comité technique d'évaluation a été mis en place et a procédé à l'analyse des offres qui a abouti au choix de TSE.

Le rapport d'analyse a été envoyé, le 22 août 2011, à la DCMP pour ANO. Dans sa réponse, par lettre n° 3907/MEF/DCMP/40 du 25 août 2011, celle-ci a fait des observations sur la vérification de la capacité financière qui n'a pas été faite et sur l'autorisation du fabricant à prendre en compte au tableau 5 et non au tableau 9 du formulaire d'évaluation. La DCMP a, de ce fait, demandé à la DAGE/MFOF de faire reprendre l'évaluation.

Le rapport corrigé a été envoyé le 29 août 2011 à la DCMP qui a donné son ANO le 1<sup>er</sup> septembre 2011.

Les délais de traitements des dossiers par la DCMP ont été respectés conformément à la décision 01/CRMP du Conseil de Régulation des marchés Publics. Les observations formulées ont été également pertinentes.

L'avis d'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal « L'AS » du 06 septembre 2011.

Suite à la publication de l'AAP, le groupement SOFICA/NEGODIS a fait un recours en annulation auprès du CRD pour défaut de pièces administratives à fournir par la TSE. Cette dernière les a déposées en dehors des délais requis.

L'Attribution provisoire a donc été annulée, par la décision n°189/11/ARMP/CRD du 05 octobre 2011, pour défaut de satisfaction du critère d'expérience exigé dans le DAO.

Les deux soumissionnaires ont ensuite été informés du rejet de leurs offres par lettre du 31 octobre 2013.

Après cette décision, la DAGE/MFOF a sollicité auprès de la DCMP, par lettre n°00088/MFOF/DAGE du 19 octobre 2011, l'autorisation de passer un appel d'offres restreint pour le même objet et après que la commission des marchés du MFOF ait pris la décision de déclarer l'appel d'offres infructueux à la suite de la décision du CRD/ARMP.

Par lettre n°4885/MEF/DCMP/02 du 24 octobre 2011, la DCMP a donné son avis favorable sur les deux requêtes et souligne que pour l'AOR, un délai de réception des offres, minimum de 10 jours, devra être respecté. Quatre candidats ont été invités à soumissionner, il s'agit de :

- TSE -AFRIQUE S.A.,

- FERMON LABO,
- AFCO et
- AGRIPRO.

Dans la lettre d'invitation il est mentionné que le dépôt des offres se fera au plus tard le jeudi 10 novembre à 12H et l'ouverture le même jour à 11h. Ce qui n'est pas conforme parce que l'heure d'ouverture ne précède jamais l'heure limite de dépôt des offres. Aucun rectificatif n'a été noté dans ce sens et l'ouverture des plis a eu lieu à la date ainsi prévue.

Le PV d'ouverture souligne que trois plis ont été reçus et qu'un comité technique d'évaluation a été mise en place.

Un rapport d'évaluation a été élaboré et la proposition d'attribution a été soumise le 15 novembre 2011 à la DCMP qui a donné son ANO sur le choix porté sur TSE par lettre n°5262/MEF/DCMP/43 du 17 novembre 2011. L'attributaire a été informé par lettre de la DAGE/MFOF du 18 novembre 2011.

Les courriers informant les candidats non retenus n'ont pas été remis à la mission. Il en est de même des preuves de publication de l'AAP et l'AAD.

Le contrat a été souscrit le 30 novembre 2011 et approuvé par le Ministre de l'Economie et des Finances le 13 décembre 2011. Il a fait l'objet d'enregistrement auprès des services fiscaux compétents.

Le marché a fait l'objet d'examen juridique et technique au niveau de la DCMP qui a donné son avis favorable le 08 décembre 2011. Il a également été immatriculé au niveau des services de cette direction.

Le marché n'a pas encore fait l'objet d'exécution à cause d'une ponction effectuée sur les crédits ouverts par le MEF. Le MFOF a, de ce fait, sollicité un report de crédit qui vient de lui être accordé.

Le marché sera éventuellement exécuté en 2013, soit plus d'un an après la notification du marché.

### **Conclusion :**

*La procédure de passation du marché peut être considérée comme peu satisfaisante. Il convient de relever les risques de litige pouvant découler du retard significatif enregistré dans le démarrage des prestations.*



## *7.2. Audit de l'exécution financière*

### **7.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier**

Les travaux ont été réalisés au niveau du MFOF pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la société : les dépenses ont été prévues sur le budget.
- l'existence d'un Marché et/ou d'un Bon de commande : la plupart des acquisitions réalisées par le MFOF ont fait l'objet de marchés et/ou de Bons de Commande,
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées : des bordereaux de livraison et des PV de réception ont permis de noter que les acquisitions ont été reçues au MFOF, et la vérification au niveau de la comptabilité matière a permis de relever l'établissement de bons d'entrée.
- la pratique de prix normaux : la vérification a été difficile à cause du manque de spécifications des acquisitions. Toutefois les prix pratiqués sont compris dans les fourchettes de prix relevés sur le marché.
- la conformité du contrat et de son enregistrement : Les marchés signés entre l'autorité contractante et les prestataires sont conformes et comprennent les informations essentielles sur les obligations des deux parties. Ils n'ont pas tous fait l'objet d'enregistrement auprès des services fiscaux.
- la conformité des clauses contractuelles et leur respect : Les clauses des marchés sont conformes et ont été respectées par les parties, à l'exception du marché pour l'acquisition de 500 moulins à mil qui n'a pas encore connu un début d'exécution et qui a enregistré un retard de plus d'un an.

### **7.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière**

Les marchés vérifiés ont fait l'objet de paiement après exécution des prestations. Les vérifications ont été faites avec le trésor et ne montrent aucune anomalie dans le règlement.



### *7.3. Audit de l'exécution physique des marchés*

#### **7.3.1. Vérification de l'existence physique des acquisitions**

La vérification physique a été faite avec le gestionnaire du Ministère qui tient la comptabilité matière. La mission a procédé à la vérification des documents comptables qui lui ont été présentés, les carnets de bons d'entrée.

A l'exception des marchés de services toutes les acquisitions ont été enregistrées en comptabilité matière et ont fait l'objet de bon d'entrée numéroté et daté.

La vérification physique a été faite avec le comptable matière. Elle a concerné toutes les DRP de matériel et fournitures de bureau, les consommables informatiques et les véhicules 4X4.

Ceci a permis de constater que le photocopieur Canon qui a été acheté est dans le bureau du comptable matière.

Pour ce qui est des fournitures de bureau et consommables informatiques, il est difficile de pouvoir faire l'inventaire à cause de l'exiguïté du magasin de stockage et des nombreuses fournitures qui sont entassées à même le sol. Des étagères de rangement y sont disponibles mais elles sont toutes pleines. Il est très difficile de s'y mouvoir. Une salle plus grande et plus aérée serait mieux indiquée pour une bonne gestion de ces stocks. Il est également important que le comptable matière, arrivé au Ministère en 2012, puisse faire l'inventaire de cet important stock afin de rationaliser les prochaines acquisitions.

Les véhicules 4X4 acquis par appel d'offres objet de la revue sont disponibles et visibles dans la cour du Building administratif.

## **VIII. RECOMMANDATIONS**

### *8.1. Recommandations sur le dispositif des marchés*

Nous recommandons de renforcer les capacités des membres de la Cellule de Passation des marchés dans la mesure où des faiblesses existent toujours malgré les formations reçues. Une meilleure maîtrise de la procédure de DRP est requise.

### ***8.2. Recommandations relatives aux marchés passés par Appel d'Offres***

Nous recommandons de faire coïncider l'heure limite de dépôt des offres et celle d'ouverture des plis.

### ***8.3. Recommandations relatives aux DRP***

Nous recommandons de mieux préciser les spécifications techniques dans les dossiers de DRP.

Nous recommandons de respecter les seuils de passation des marchés conformément à l'article 53 du CMP et de proscrire le recours au fractionnement des marchés dans le but de contourner les procédures de mise en concurrence.

### ***8.4. Recommandations relatives à la publication de l'attribution définitive***

Nous recommandons la publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics et la publication des avis attribution définitive des marchés par AOO dans un journal de grande diffusion.

### ***8.5. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents du MFOF en matière de passation des marchés***

Nous recommandons que tout le personnel du MFOF intervenant sur la chaîne de passation et d'exécution des marchés soit mieux formé et sensibilisé aux procédures du nouveau Code des Marchés Publics, notamment les membres des CM et des CPM.

### ***8.6. Recommandations relatives au classement et à l'archivage***

Au vu de la dispersion des documents dans différents services et avec la mise en place d'un nouveau Ministère, il a été souvent difficile de faire le point sur les opérations de passation et d'exécution des marchés, nous recommandons alors la centralisation au niveau de la CPM, de toute la documentation sur les marchés, de l'élaboration du budget jusqu'à l'exécution définitive du marché.

**IX. ANNEXE :  
LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



Dakar, le 22 Mai 2013

Madame la Ministre  
De la Famille, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin  
Building Administratif 6ème étage  
DAKAR

Madame la Ministre,

Objet : Rapport de Revue Indépendante de la Passation des Marchés gestion 2011

Nous vous prions de trouver ci-joint, notre rapport provisoire portant sur la revue indépendante de la passation des marchés pour la gestion 2011.

Nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir vos observations sur ce rapport avant le 29 MAI 2013.

Dans cette attente,

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre parfaite Considération.

Pour le Groupement GMS/ SSPM  
Mme Thierno MBACKE  
Associé Gérant

MINISTÈRE DE LA FEMME, DE L'ENFANCE  
ET DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ  
COURRIER ADMINISTRATIF ORDINAIRE  
Date: 22 MAI 2013  
N°:

PJ :

Rapport provisoire